

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNIFRAX FRANCE

17 rue A. Durafour
42420 Lorette

Références : UID4243 MEA 025 0314
Code AIOT : 0006104971

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement UNIFRAX FRANCE implanté 17 rue Antoine Durafour Usine de Lorette 42420 Lorette. L'inspection a été annoncée le 09/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIFRAX FRANCE
- 17 rue Antoine Durafour Usine de Lorette 42420 Lorette

- Code AIOT : 0006104971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société UNIFRAX est spécialisée dans la fabrication d'isolants thermiques pour des applications industrielles haute température. Le site de Lorette produit majoritairement des fibres biosolubles (fibres AES) et des fibres céramiques (FCR), en nappe, en bloc pré-comprimés et vrac.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 6.2.1	Demande d'action corrective	12 mois
5	Qualité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental	Code de l'environnement du 16/10/2007, article 515-62	Sans objet
2	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 9.2.2.1	Sans objet
4	EAUX RESIDUAIRES	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.3.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site fait l'objet d'une surveillance et d'un entretien correctes.

Concernant les rejets atmosphériques, enjeu principal de l'activité, les derniers résultats d'autosurveillance et du contrôle inopiné de 2025 montrent des non conformités. Des points semblent récurrents mais l'exploitant a été en mesure de montrer que des actions ont été mises en place et que des études sont en cours. Par ailleurs, l'évolution des programmes de maintenance devrait permettre de sécuriser la qualité des rejets.

Concernant le bruit, la proximité du site avec des immeubles d'habitation génère des difficultés

dans la gestion des émissions. Un point en particulier a été mis en exergue grâce aux mesures de bruit et des actions ont déjà été réalisées et ont permis de réduire significativement les émergences. Une étude de bruit spécifique a été réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation; les sources de bruit principales ont été ciblées et doivent faire l'objet de travaux en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article 515-62
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>BREF verrier :</p> <p>MTD n°1 : système de management de l'environnement La MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes:</p> <p>...</p> <p>iv. mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants:</p> <p>...</p> <p>g) programme de maintenance ...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien mis en place un système de management environnemental. L'inspection a porté sur le programme de maintenance au sein du système de gestion de la maintenance informatisé. Le site est équipé de 11 dépoussiéreurs pour les lignes de productions ainsi que de de cartouches filtrantes au niveau des 8 silos.</p> <p>Chaque équipement est intégré dans un système de gestion de la maintenance informatisé et une base ACCESS permet de suivre les interventions.</p> <p>La vérification des équipements numérotés 304, 141, 422 et 491 a permis de constater que le programme de maintenance a été revu et est désormais cohérent.</p> <p>Alors que le programme de maintenance ne prévoyait qu'une vérification (visuelle ou test au poudre), l'exploitant a décidé de programmer également un changement des manches ou filtres à une fréquence prédéterminée quelque soit le résultat le résultat de la vérification.</p> <p>Les fréquences de remplacement des manches ou cartouches filtrantes sont déterminées en fonction du niveau d'utilisation des équipements.</p> <p>Le renforcement du programme de maintenance permet de répondre en partie aux non conformités relevées lors du contrôle inopiné de 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions sonores
Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 5 ans ou en cas de modification notable, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé figurant au bilan de fonctionnement en date du 21 décembre 2006.

Constats :

Ce contrôle est intégré dans le fichier de suivi des contrôles réglementaires du site.
L'exploitant a présenté les deux dernières campagnes de mesures réalisées en 2018 et 2023.
Ces campagnes de mesures intègrent 8 points tout autour du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser dans les zones à émergences réglementées à proximité de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau de bruit ambiant dans les ZER incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

Les résultats de 2018 avaient révélé des dépassements sur 2 points :

- le point 2 : la problématique a été rapidement solutionnée (changement de transmission sur une TAR et coupure du décolmatage de nuit pour le dépoussiéreur 302).
- le point 4 : point en ZER qui présente toujours une problématique à l'heure actuelle (émergence à 11 dBA de jour et 16 dBA de nuit); la mise en place d'une électrovanne sur le décolmatage et d'une isolation phonique (caisson) a toutefois permis d'améliorer la situation.

Les résultats de 2023 ont permis de mettre en exergue la problématique récurrente sur le point 4 (émergence à 8 dBA de jour et 10.5 dBA de nuit). Les premières actions réalisées après les résultats

<p>de la campagne de 2018 ont permis de réduire l'émergence mais les résultats encore non conforme.</p> <p>Une nouvelle étude de bruit a été réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation, actuellement en fin d'instruction.</p> <p>Cette étude a déterminé les sources prépondérantes et chiffré les travaux nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépoussiéreur 395 (changement de moteur et mise en place d'un variateur et mise en place de 2 silencieux sur les cheminées de sortie), - Dépoussiéreur 620 (mise en place d'un caisson phonique). <p>Ces travaux sont évalués à presque 100 000 €. Ils sont intégrés au budget 2026.</p> <p>L'exploitant a prévu également quelques améliorations (changement de ventilateur, isolation phonique) sur le rejet 304.</p> <p>L'étude a permis de cibler un autre point qui pourra également faire l'objet de travaux si les résultats restent non conformes après mises en oeuvre des premières mesures précitées (dépoussiéreur 336).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra faire réaliser une campagne de mesures après réalisation des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 4 : EAUX RÉSIDUAIRES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluants).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les travaux pour la mise en place d'une cuve tampon enterrée sous la voirie (1.7 m3) et d'un canal venturi avec débitmètre et pHmètre, avec un affichage des mesures en temps réel . Ces travaux ont été réalisés en juillet 2025.</p> <p>Les appareils de mesures sont gérés par un prestataire externe qui transmet les résultats agrégés mensuellement.</p> <p>Ce système ne permet pas à l'exploitant de gérer rapidement les éventuelles dérives; il a donc proposé de s'équiper d'un débitmètre et d'un pHmètre en propre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Qualité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3			
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets atmosphériques			
Prescription contrôlée :			
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Concentration (mg/Nm ³)	Flux spécifique (g/t)	
Poussières	5	-	
Poussières silos	50	-	
fibres (en nombre / ml)	0,05 f/ml		
Oxydes de soufre (exprimée en dioxyde de soufre)	50	-	
Oxydes d'azote (exprimée en dioxyde d'azote)	200	380	
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore, y compris les chlorures d'étain et de titane (exprimés en HCl)	10	19	
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)	5	9,5	
Composés organiques volatils totaux	20	38	
CO	100 (si flux > 0,5 kg/h)	190 (si flux > 0,5 kg/h)	

Formaldéhyde	2,6	-
--------------	-----	---

Constats :

La vérification des résultats d'autosurveillance pour 2023 et 2024 a révélé plusieurs non conformités :

- rejet 336 (2023) : formaldéhyde avec une valeur de 2,8 mg/m3
- rejet 302 (2023) : CO avec une valeur de 115 mg/m3
- rejet 328 (2023) : Poussières avec une valeur de 12.3 mg/m3
- rejet 336 (2024) : formaldéhyde avec une valeur de 10.116 mg/m3
- rejet 304 conduit droit (2024) : fibres avec une valeur de 0.078 mg/m3 et poussières avec une valeur de 6.11mg/m3
- rejet 467 (2024) : COVT avec une valeur de 24.6 mg/m3
- rejet 302 (2024) : CO avec une valeur de 139.02 mg/m3

A noter que le contrôle inopiné réalisé le 10/09/2025 a relevé plusieurs non conformités :

- les fibres sur le rejet 304- conduit droit et conduit gauche
- les poussières sur le silo 7 (silo de silice, le plus utilisé)
- les CO et COVT sur le rejet 302

On constate donc une problématique récurrente pour les rejets 302 (CO), 336 (formaldéhyde) et 304 (fibres, poiussières).

Pour le rejet 304 et le silo 7, l'exploitant a procédé rapidement au remplacement des manches et cartouche comme indiqué dans son mail du 30/09/2025). Lors de la visite d'inspection, cette intervention a été confirmée à partir de la base Access : le remplacement a été effectué le 17/09/2025 pour le rejet 304 et le 30/09/2025 pour le silo.

Concernant le rejet 302 (four de fusion LR5), l'exploitant a recherché les causes de ces dépassements. Ceux-ci correspondent à une période de recyclage intensif des rebuts sur la ligne de production. Ce recyclage consiste à broyer les rebuts de fabrication et à les renvoyer en tête de ligneL'exploitant a pour hypothèse que less émissions de CO et de COVT seraient liées à la présence de papier kraft broyé mélangé aux fibres. Pour confirmer l'origine de ces émissions, l'exploitant propose de faire des tests en production : mesures en sortie de cheminées pendant 4 h avec du recyclage sur la ligne et pendant 4 h sans recyclage). L'exploitant s'engage é réaliser ces mesures dans le 1er trimestre 2026.

Concernant le formaldéhyde, aucune explication n'a été apportée suite au dépassement significatif observé en 2024. Lors de l'inspection, l'exploitant a exposé les travaux en cours pour réduire les rejets en formaldéhyde (tests sur de nouveaux lubrifiants et sur le process d'injection. L'exploitant a été en mesure de présenter des résultats d'analyses concernant les tests réalisés en réel sur la chambre de collecte de LR5 (rejet 336). Les résultats montrent un gain significatif mais la fiabilité du nouveau process d'injection doit être validé sur le long terme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploit doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier que la fréquence de remplacement des manches et que le programme de maintenance sont bien adaptés pour le rejet 304, - transmettre les résultats de l'étude réalisée pour le rejet 302, - transmettre les résultats de l'étude relative au formaldéhyde pour le rejet 336.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 9.2.1.1 « autosurveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 sont remplacées par les dispositions ci-dessous : Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées Les mesures portent sur les rejets repris au chapitre 3.2 du présent arrêté et sont réalisées à l'aide d'appareils répondant à une norme reconnue. En parallèle, des mesures annuelles suivant les normes précisées ci-dessous devront étudier et déterminer la pertinence des mesures en continu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un programme de surveillance annuelle des paramètres visés dans le tableau du chapitre 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2016. Néanmoins, lors de l'inspection de 2019, il avait été constaté : <i>"La périodicité retenue (annuelle) ne correspond pas à ce qui est prévu dans la MTD n°7 du BREF verrier pour les poussières, NOx et SO2 (semestrielle). L'arrêté préfectoral actuel n'est pas assez précis sur la périodicité des mesures actuellement.</i></p> <p>L'exploitant a proposé de réaliser cette surveillance semestrielle sur les rejets de la ligne LR5, qui représente la majorité de la production du site. En effet, pour 2025, 99% de la production provient de la ligne LR5.</p> <p>En 2023 et 2024, on constate que l'exploitant a fait réaliser une 2ème campagne de mesures pour les paramètres poussières, NOx et SO2 sur 6 des 8 rejets de la ligne LR5.</p> <p>En 2025, l'exploitant a fait réalisé la campagne de mesures sur LR5 (poussières, NOx et SO2) dans les mêmes conditions qu'en 2023 et 2024.</p> <p>Il n'y a pas eu de campagne de mesures "complètes" car le site a fait l'objet d'un contrôle inopiné; toutefois ce contrôle inopiné n'a pas concerné LR6.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifier l'exclusion des rejets 396 et 620 dans les campagnes de mesures dites "semestrielles" (mesures des paramètres SO2, NOx et poussières), - programmer rapidement une campagne de mesures "complètes" pour la ligne LR6 qui n'a pas été faite sur l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois